

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Privatisation-ou-comment-le-cas-de.html>

**Privatisation où comment le
cas de la carrosserie
industrielle de Bouchekif
montre que les entreprises
étrangères cassent
méthodiquement l'outil
industriel de l'Algérie**

Publication date: mardi 12 février 2013

- National -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les travailleurs de l'usine de carrosserie industrielle de Bouchekif (Tiaret) sont inquiets pour leur avenir et celui du pays.

La production a chuté de 1000 à 300 engins en quatre ans, c'est-à-dire depuis que l'usine a été bradée à BTK, une société française servant de couverture à une opération de casse de l'industrie algérienne, que les néo-colonialistes, nostalgiques d'une Algérie française interdite de tout projet d'industrialisation, n'ont jamais portée sur leur cœur.

BTK, devenue par la grâce et la servilité de nos gouvernants, propriétaire de 60% des actions du capital social, s'était engagée à respecter les objectifs, fixés par la résolution qu'elle avait signée avec le CPE. Cette résolution prévoit un investissement de 100 millions d'euros sur une période de trois années, l'augmentation des capacités de production de 1500 à 2500 véhicules par année en trois ans, des emplois de 600 à 1000 personnes pour la même période et bien sûr le transfert technologique.

Quatre années après, on ne voit que régression et désolation. Les résultats expriment, comme on ne peut mieux le faire, le goût amer d'une profonde désillusion. La production a régressé d'année en année : 1000 véhicules en 2009, 900 en 2010, 600 en 2011 et 300 véhicules en 2012. Pour 2013 aucune action de redressement n'est prévue. D'ailleurs même les actions de préparation routinière pour la réalisation de la production ne sont pas encore entamées. Pour les autres engagements le résultat est le même, régression des emplois, pas d'investissements ni transfert technologique.

Au vu de ce que vivent les travailleurs de cette usine, il n'est pas possible d'attendre mieux. D'abord BTK n'a délégué qu'une seule personne pour le site de Bouchekif, le directeur-général de l'usine. Pendant la première et la deuxième année de partenariat l'usine a fonctionné grâce aux stocks et aux créances hérités de SNVI. Les années suivantes, la SNVI a mis en place de nouvelles procédures de gestion de ses stocks. Le directeur de l'usine de Bouchekif a été mis devant ses responsabilités. Ne pouvant plus puiser comme d'habitude dans les stocks de la SNVI, BTK a importé les pièces manquantes pour terminer les produits en « bons sauf ». Pour les nouveaux programmes rien n'est encore fait. Devant une telle situation, les travailleurs se posent des questions sur l'apport de ce partenaire, et sur le silence des autorités concernées par le contrôle du respect des engagements pris conformément à la résolution signée avec le CPE.

Les travailleurs cherchent à comprendre comment se fait-il que les responsables de la SNVI, partenaire à 40% du capital, n'ont pas tiré la sonnette d'alarme. Ils se plaignent du comportement des dirigeants de l'usine et des responsables syndicaux qui utilisent l'intimidation et la répression pour empêcher les travailleurs de dénoncer la dégradation dans laquelle se trouve l'usine.

Ils dénoncent aussi le refus de ces responsables de faire bénéficier du bonus de 16 mois de salaires les 90 travailleurs partis en retraite, bien que l'inspection du travail ait signalé ce manquement dans des PV de non-conciliation.

Peut-on croire aujourd'hui aux discours qui sont prononcés, ici et là, sur la relance de l'industrie ? La relance demande des efforts autrement plus importants au point de vue qualitatif et quantitatif, que ceux à déployer pour un contrôle du fonctionnement de l'outil existant.

Des discours, et rien que des discours qui montrent qu'aucun enseignement n'est tiré des privatisations menées depuis vingt ans, alors que leurs résultats, on ne peut plus visible, montrent qu'il n'y a aucune volonté réelle de relance industrielle. Aucun impact sur le développement de l'industrie et par conséquent sur le développement du pays.

C.P.